



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 04 juillet 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

5 juillet 1962- 5 juillet 2022: un parcours riche en réalisations économiques

Soixante ans après son indépendance, l'Algérie célèbre le 5 juillet 2022 cet heureux évènement avec un bilan riche en réalisations, illustrant les efforts déployés pour asseoir une véritable souveraineté économique et édifier une économie solide et diversifiée à même de répondre aux besoins du pays face aux nouveaux défis mondiaux.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Régulation des importations: élaborer un projet de loi sur la création d'un conseil supérieur

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a ordonné l'élaboration d'un projet de loi portant création d'un conseil supérieur de régulation des importations.



LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE SONATRACH EN HAUSSE DE 70% Une manne inespérée pour le pays

Fin mai 2022, Sonatrach a totalisé 21,5 milliards de dollars de recettes, contre 12,6 milliards de dollars à fin mai 2021, selon le bilan des réalisations du groupe qui table sur plus de 50 milliards de dollars de revenus à fin 2022.

Le contexte favorable du marché pétrolier a permis à la compagnie Sonatrach de booster de 70% son chiffre d'affaires à l'exportation en cinq mois. A fin mai 2022 Sonatrach a totalisé 21,5 milliards de dollars de recettes, contre 12,6 milliards de dollars à fin mai 2021, selon le bilan des réalisations du groupe qui table sur plus de 50 milliards de dollars de revenus à fin 2022.

La production primaire d'hydrocarbures a atteint, quant à elle, 79,2 millions de tonnes équivalents pétrole (TEP) à fin mai 2022, en hausse de 2% par rapport aux réalisations à fin mai 2021, est-il précisé dans le même bilan présenté, hier au siège du groupe Sonatrach, par le directeur Gestion de la performance au sein du groupe, Mohamed Rochdi Boutaleb, en présence du PDG de Sonatrach, Pour l'année 2021, Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires à l'export de 35,4 milliards de dollars, soit une hausse de 75% par rapport à 2020.

«Le chiffre d'affaires a augmenté sous l'effet des prix, à hauteur de 76%, et des volumes à hauteur de 24%», indique Mohamed Rochdi Boutaleb. Cette hausse a été notamment réalisée, dans le sillage de la progression notable des cours du pétrole, avec un prix moyen de 72,3 dollars/baril du Sahara Blend – référence pour le pétrole algérien – en 2021, contre 41,9 dollars en 2020.

De plus, le marché gazier, également favorable, a permis l'augmentation des exportations nationales de 54%, par gazoduc et de 13% par voie liquéfiée (GNL), explique le même responsable. Le montant de la fiscalité pétrolière versée par la compagnie nationale des hydrocarbures a augmenté de 40% par rapport à 2020, atteignant 2601 milliards de dinars en 2021.

En outre, Sonatrach a consenti un montant de 4,4 milliards de dollars pour l'explorationproduction, en 2021, sur son budget global d'investissement s'élevant à 5,1 milliards de dollars, indique le bilan annuel des réalisations du groupe. «Les réalisations en matière d'investissements en Algérie durant l'année 2021 ont atteint au total 5,1 milliards de dollars équivalent, dont 62% en dinars. 87% du total des investissements, soit 4,4 milliards de dollars équivalent ont été consentis dans le segment Exploration Production», est-il par ailleurs précisé dans le bilan présenté par les responsables de Sonatrach.

Les agrégats chiffrés de 2021 comportent aussi la production primaire d'hydrocarbures qui a atteint 185,2 millions tonnes équivalents pétrole (TEP), en hausse de 5% par rapport à 2020, constituée de 67% de gaz naturel, de 23% de pétrole brut, 5% de condensât et 5% de GPL.

AUGMENTATION DES PRIX DU GAZ EXPORTÉ VERS L'EUROPE, PLUSIEURS ACCORDS SCELLÉS

Sonatrach a confirmé hier son intention d'augmenter les prix du gaz à ses partenaires, dans le cadre de la révision prévue par les clauses des contrats en vigueur avec ses différents clients européens. Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, qui animait la conférence de presse bilan de sa compagnie, a ajouté que des accords entre Sonatrach et ses clients dans le domaine gazier seront «prochainement annoncés» pour une révision des prix du gaz exporté par l'Algérie. Le PDG de Sonatrach a souligné en outre que la révision des prix «ne visait pas une seule entreprise ou un seul pays», ajoutant que trois contrats ont déjà été scellés, alors que d'autres sont en cours de révision.

Les négociations sont très avancées afin d'adapter les prix aux conditions actuelles du marché, caractérisé par la flambée des prix sur les marchés internationaux. «Un accord a déjà été trouvé avec trois des partenaires européens, alors que des négociations sont en cours avec les autres. Nous sommes convaincus que nous parviendrons bientôt à des accords pour revoir les prix avec d'autres partenaires», a notamment déclaré aux journalistes Toufik Hakkar, sans nommer – mis à part le groupe italien ENI – les parties avec lesquelles un accord a déjà été conclu.

«En plus de l'accord récemment signé avec le groupe italien ENI, d'autres accords sont en cours de négociation avec deux partenaires, d'autant plus qu'au cours du dernier trimestre, les prix du gaz ont augmenté sur le marché spot», a-t-il précisé. Il est à savoir que Sonatrach est engagé dans différents contrats avec plusieurs partenaires européens, tels que l'italien ENI, les espagnols Cepsa et Endesa, Galp au Portugal, et Engie en France Selon une information Reuters répercutée, il y a quelques jours, «Sonatrach, qui négocie des moyens de bénéficier d'importantes hausses du prix mondial du gaz dans ses contrats à long terme avec des acheteurs européens, envisage plusieurs options, y compris un lien partiel avec les prix du gaz au comptant dans des contrats qui ont toujours été indexés jusqu'à présent sur le prix du brut Brent». Reuters estime que «le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur de gaz pour l'Italie, l'Espagne et d'autres pays d'Europe du Sud a pris une importance accrue en raison du conflit en Ukraine et de l'imposition par l'Europe de sanctions contre Moscou».

L'Algérie qui est très sollicitée par plusieurs pays européens pour la fourniture de gaz, a annoncé une importante découverte de gaz et condensât dans le périmètre de Hassi R'mel, dont la première production démarrera dès le mois de septembre prochain, selon Toufik Hakkar, grâce aux installations existantes, avec un volume attendu de plus de 10 millions de mètres cubes par jour.

Les nouvelles potentialités annoncées par Sonatrach lui confèrent un rôle important en tant que producteur gazier dans un contexte de forte demande en Europe en conflit avec la Russie pourvoyeur à hauteur de 40% du gaz consommé par le vieux continent. Toufik Hakkar a souligné, hier, la forte demande de gaz algérien, par de nouveaux partenaires, citant notamment des demandes des pays d'Europe de l'Est qui «sont actuellement à l'étude».

A une question sur l'éventuel détournement de gaz algérien vers un autre pays par des partenaires – en référence à l'envoi par l'Espagne de gaz au Maroc depuis le 29 juin –, Toufik Hakkar a déclaré : «En aucun cas il n'y a eu revente de gaz algérien à l'heure actuelle. Il y a des textes dans nos contrats de fourniture de gaz qui nécessitent l'accord préalable de Sonatrach avant l'éventuelle revente de gaz à d'autres clients. Si ces textes ne sont pas respectés, il y a des procédures prévues.»



BANQUE MONDIALE : La Zlecaf pourrait accroître les revenus régionaux de 9%

L'accord permettrait de «créer 18 millions de nouveaux emplois, 2,5% des travailleurs du continent se dirigeant vers de nouvelles industries | Ce qui permettrait à terme de porter à 50 millions le nombre de personnes sortant de l'extrême pauvreté», souligne d'autre part le document.

La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pourrait apporter des avantages économiques et sociaux importants pour le continent, en permettant notamment d'augmenter les revenus régionaux de 9% d'ici 2035, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale (BM), cité par l'APS. «Une fois entièrement mis en œuvre pour harmoniser les règles d'investissement et de concurrence, l'accord commercial pourrait accroître les revenus régionaux de 9%, soit 571 milliards de dollars d'ici 2035», rapporte la BM sur son site web, citant le rapport qu'elle a réalisé en partenariat avec le Secrétariat de la Zlecaf, publié en fin de la semaine écoulée.

L'accord permettrait également de «créer 18 millions de nouveaux emplois, 2,5% des travailleurs du continent se dirigeant vers de nouvelles industries. Ce qui permettrait à terme de porter à 50 millions le nombre de personnes sortant de l'extrême pauvreté», souligne d'autre part le document. La mise en œuvre de l'accord commercial entraînerait aussi des avantages salariaux plus importants pour les femmes et les travailleurs qualifiés. «Les salaires des femmes devraient être supérieurs de 11,2% en 2035 par rapport au niveau de salaires en

l'absence de l'accord, dépassant la croissance de 9,8% des salaires des hommes», avance l'institution financière mondiale.

Le rapport, intitulé «Making the Most of the African Continental Free Trade Area», élargit le travail effectué en 2020, lorsque la Banque mondiale avait pour la première fois évalué le potentiel économique de la Zlecaf. Dans le cadre de sa première phase, qui est entrée en vigueur en janvier 2021, la Zlecaf éliminera progressivement les droits de douane sur 90% des marchandises et réduira les obstacles au commerce des services.

Le nouveau rapport examine les effets d'un marché commercial plus vaste sur la capacité du continent à attirer les investissements des pays africains que de l'extérieur, et l'impact économique qui en résulte. Selon la même source, le rapport examine deux scénarios afin d'évaluer les avantages pour un marché de plus de 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3,4 trillions de dollars.

Les principales conclusions indiquent que la Zlecaf a le potentiel d'encourager les investissements directs étrangers nécessaires pour que l'Afrique se diversifie dans de nouvelles industries, telles que l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière et les services, et de réduire la vulnérabilité de la région aux cycles d'expansion et de ralentissement des produits de base.

Une intégration plus profonde, au-delà du commerce et des mesures de facilitation des échanges, qui harmonise les politiques en matière d'investissement, de concurrence, de commerce électronique et de droits de propriété intellectuelle, pourrait stimuler l'efficacité et la compétitivité du marché, réduire les risques réglementaires et attirer encore plus d'Investissements directs étrangers (IDE), note le document. Selon le rapport, l'augmentation des IDE pourrait faire croître les exportations africaines jusqu'à 32% d'ici 2035, avec une augmentation de 109% des exportations intra-africaines, notamment dans les secteurs des produits manufacturés. Avec la réduction des obstacles au commerce et à l'investissement, les secteurs d'exportation susceptibles de connaître la plus forte croissance sont le textile et les vêtements, les produits chimiques, le caoutchouc et le plastique, ainsi que les aliments transformés, selon la même source.

Une intégration plus profonde réduirait les coûts du commerce et augmenterait les entrées de capitaux, ce qui stimulerait les exportations des secteurs de services tels que les transports, les communications et l'hôtellerie, ajoute le document. «Aujourd'hui, l'Afrique est l'une des régions les moins intégrées au monde, les pays africains commercent davantage avec le monde extérieur qu'entre eux. Cet accord peut aider les pays à simplifier et à harmoniser les procédures de commerce et de transit, à améliorer les infrastructures, le transport et la logistique et à stimuler les flux de marchandises, de services, de capitaux et de personnes qui sont si essentiels au développement», a indiqué le Secrétaire général du Secrétariat de la Zlecaf, Wamkele Mene, cité par la BM.

LE FONDS DE GARANTIE DES CRÉDITS A REÇU 46 000 DOSSIERS 96 milliards DA de dettes non remboursés.

De nouvelles formules de financement des micro-entreprises seront lancées prochainement. Et ce, conformément à une convention conclue entre le Fonds de garantie des crédits et l'Association des banques et établissements financiers (ABEF). L'accord concerne le financement collectif avec un crédit d'exploitation d'un million de dinars. Une autre procédure en matière de financement des coopératives et du refinancement des entreprises défaillantes est également prévue. Une manière d'accélérer le développement des micro-entreprises qui, faut-il le rappeler, sont nombreuses à traverser des difficultés financières depuis leur création.

Ce qui a retardé le remboursement de leurs crédits et engendré des poursuites judiciaires. Ces dernières ont été finalement suspendues ces deux dernières années sur décision présidentielle alors que l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a pris en charge le remboursement de ces dettes qui s'élèvent à 96 milliards DA (mds DA). Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, a en effet fait état de 45 986 dossiers reçus par le Fonds de garantie des crédits du 26 août 2020 au 30 juin 2022 pour un montant de 96 milliards DA. 26 876 dossiers déjà étudiés représentent 43 mds DA, alors que 10 142 dossiers de remboursement ont été acceptés pour plus de 17 mds DA.

Parallèlement à cette prise en charge du remboursement des dettes, l'agence a financé un total de 16 327 porteurs de projets entre janvier 2020 et juin 2022, selon le bilan présenté le 2 juillet dernier par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise.

Ce qui a permis la création 38 243 emplois. Le secteur de l'industrie vient en tête des activités financées avec 4704 projets (28,81%), suivi des services avec 2726 projets financés (16,70%), puis l'agriculture avec 2469 projets (15,12%), selon la même source. Par ailleurs, 2210 projets de fonctions libérales ont été financés à hauteur de 13,54% contre 1853 projets dans le domaine du bâtiment et des travaux publics (11,35%). Dans ce cadre, le secteur des micro-entreprises a soutenu les médecins pour l'ouverture de leurs propres cliniques. D'ailleurs, 849 cliniques et laboratoires d'analyses ont été financés pour la création de 1884 postes d'emploi dans le secteur de la santé.

Pour le premier semestre 2022, le nombre de porteurs de projets s'est élevé à 24 865, dont 15 520 ont été acceptés par les commissions de sélection, de financement et de validation des projets, alors que 5201 micro-entreprises ont achevé les mesures de financement. Concernant le dispositif de l'Agence nationale de gestion de micro-entreprises (Angem) pour la période allant de janvier au 30 juin 2022 (depuis son passage sous la tutelle du ministre délégué chargé des Micro-entreprises), le nombre de projets financés a atteint 6016 projets pour 8346 postes d'emploi, d'après le ministre.

Le secteur agricole vient en tête des activités les plus bénéficiaires de crédits Angem avec 14,64% suivi par la petite industrie avec 27,56%. Le secteur de la micro-entreprise qui a été numérisé à 100%, selon le ministre, a connu également la création d'un laboratoire de fabrication intelligente. Ce dernier fournit les équipements et programmes modernes pour concrétiser les idées des porteurs de projets sur le terrain et permettre aux travailleurs et étudiants de bénéficier des dispositifs de soutien de l'Etat.



COMMENTAIRE : Paradigmes du passé

Un consensus semble se dégager sur la nécessité de rompre avec les paradigmes du passé. Une évolution dans le débat public qui apporte comme une bouffée d'oxygène dans l'océan des certitudes qui ont plombé toute réflexion et toute démarche ces dernières années.

Si l'échec est patent dans nombre de secteurs de la vie nationale, il doit être perçu comme étant collectif et non imputable à un cercle réduit qui détiendrait tous les centres de décision. En chargeant régulièrement, d'une façon monocorde, les autorités centrales à propos de l'inertie prévalant dans le pays, on occulte allègrement les capacités à rompre le statu quo au niveau local, à engager une dynamique de développement et à inverser les courbes fatidiques qui accablent les citoyens. L'incompétence et le laxisme sont pratiquement légitimés à la base, quand on demande aux dirigeants de créer la prospérité à partir du néant, par un simple décret ou texte de loi. Que peut faire un ministre du Commerce pour achalander les rayons des magasins quand la spéculation s'est démocratisée et la course au gain facile en lieu et place de la production est un sport national.

Des ministres de l'Industrie ont été usés par l'in vraisemblable question de l'importation de voitures de tourisme avec l'argent public quand le pays ne fabrique pas le moindre accessoire pour automobile. Et l'on valide presque la thèse d'opérateurs trop pressés qui promettent des véhicules neufs pour moins d'un million de dinars, soit le prix de quelques pièces de rechange chez les grands constructeurs garantissant les normes de sécurité. La mystification ne sera finalement pas l'apanage du «pouvoir» et l'attachement aux illusions perdues a imprégné de larges pans de la société.

Une économie productive et le développement doivent prioritairement être conçus et enclenchés au niveau des collectivités locales, où les exécutifs élus peuvent jouer pleinement

leur rôle. Il suffit de rompre avec les réflexes du passé qui consistent à attendre les inscriptions des projets par les autorités centrales et à meubler son agenda par des activités folkloriques et protocolaires d'une parfaite inanité. Le mouvement associatif a largement montré sa capacité à assurer l'animation locale, à organiser les célébrations et les festivités en relation avec la mémoire et le patrimoine.

Il appartient aux assemblées élues à tracer un véritable programme de développement en travaillant de concert avec les porteurs de projets qui, le plus souvent, mobilisent leurs propres capitaux et ne réclament que la levée des blocages administratifs. Des universitaires peuvent identifier les secteurs où les atouts sont déjà en place et la relance n'est qu'une question de «volonté politique» locale.

La démocratie participative permettra également de dépasser des obstacles au développement ayant entravé nombre de projets d'aménagement ou de réalisation de structures et d'équipements collectifs, et que l'on appelait naguère et improprement «oppositions citoyennes». La rupture avec les paradigmes du passé, évoquée lors d'un séminaire organisé la semaine dernière à Alger autour des médias, interpelle vivement les professionnels de l'information, pareillement confrontés à des remises en cause lancinantes. Apparu sur le plan médiatique à la fin de la première moitié du siècle dernier, le syndrome de la «misère» en Kabylie ou dans d'autres régions demeure solidement ancré alors que des initiatives positives et émancipatrices méritent intérêt et encouragement.



[Finance islamique en Algérie : fonds d'investissements halal pour bientôt](#)

Le Haut Conseil Islamique (HCI) prévoit le lancement de fonds d'investissements dits halal, conformes à la finance islamique en Algérie. Dzair Daily relate pour vous toute l'information en ce dimanche 3 juillet 2022.



[Revue El Djeïch : Le président Tebboune appelle les Algériens à resserrer les rangs pour remporter la bataille du renouveau](#)

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a appelé le peuple algérien à resserrer les rangs et à unifier le front interne, en vue de remporter la bataille du renouveau.

[Sonatrach : Un géant au service du pays](#)

Parmi les nombreuses sociétés que compte notre pays, Sonatrach occupe une place à part dans la réalité et l'imaginaire. Quand ses comptes sont au vert, le pays entier respire, et quand ils virent au rouge, c'est l'inquiétude qui s'empare de tout le monde. Si elle éternue, l'Algérie s'enrhume aussitôt. Les puits de Hassi Messaoud sont en quelque sorte de généreuses mamelles.



[Le Président a rappelé, dans un éditorial à El-Djeich les acquis de l'Algérie indépendante : Tebboune à coeur ouvert](#)

L'État social est le socle de la démarche de l'Algérie moderne et de la Nouvelle Algérie. La République algérienne moderne aura 60 ans demain. C'est un âge très précoce pour un État en édification.



[L'Algérie célèbre le 60e anniversaire de son indépendance : La longue marche...](#)

Le pays peut compter sur une richesse inouïe : une jeunesse animée d'une extraordinaire volonté et prête à tous les sacrifices. L'Algérie c'est comme le roseau. Il lui arrive de plier mais elle ne rompt pas. Combien de soubresauts n'a-t-elle pas subi à tel point que l'on ne donna pas cher de sa peau, dès ses premiers pas de pays indépendant.



[60 ans et beaucoup à faire](#)

Soixante ans dans la vie d'un homme, l'on n'est pas encore à l'article de la mort mais presque... Mais dans la vie d'un pays comme l'Algérie, ça correspond à l'âge de l'adolescence. L'Algérie s'apprête à fêter avec un grand faste le 60e anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale. Mais que valent 60 ans, dans la vie d'une nation ? Plus qu'une date-anniversaire, la célébration du 5 juillet doit sonner l'heure des bilans surtout. Marquer une pause pour évaluer, avec lucidité, où en est le pays, six décennies après le départ de la France coloniale ?



رئيس الجمهورية يكتب افتتاحية مجلة الجيش ويوجه رسالة للشعب الجزائري

وقال رئيس الجمهورية “نعمرني الغبطة وأنا أخاطب بنات وأبناء بلدي عموما. وأفراد قواتنا المسلحة خصوصا عبر هذا المنبر الأغر. بمناسبة احتفالنا بعيد الاستقلال المجيد في ذكراه الستين. مناسبة نستحضر فيها بكل فخر واعتزاز ذلك اليوم الذي سيبقى الى الأبد راسخا في ذاكرتنا الجماعية. هذا اليوم الذي توج نضال الشعب الجزائري الأبوي وكفاحه المرير والمستميت. طيلة أكثر من 130 سنة، استبسل خلالها في المقاومة والدفاع عن أرضه وعرضه وفجر ثورة مظفرة تظل مثالا للكفاح من أجل التحرر.”

لا



البنوك العمومية تنهي إشكال عقد الملكية والدفتر العقاري

الإفراج عن التمويل “الحلال المدعم” لسكنات “عدل” قريبا

أنهت البنوك العمومية إشكالية عدم توفر عقد الملكية والدفتر العقاري، التي كانت وراء “فرملة” مشروع التمويل الإسلامي لسكنات “عدل” والذي تم الكشف عنه قبل سنة ولم يتجسد إلى اليوم، عبر مقترحات وصيغ شرعية قدمها المجلس الإسلامي الأعلى، تتيح للمستفيدين من سكنات “عدل” اللجوء إلى تمويل إسلامي مدعم، على غرار المعتمد بالبنوك والشبابيك الكلاسيكية.

CONSEIL DES MINISTRES

Création d'un Conseil supérieur de contrôle des importations

Le Conseil des ministres s'est réuni, hier dimanche, sous la présidence du chef de l'Etat afin d'étudier et d'adopter deux textes de loi. Des directives ont été données pour la création d'un Conseil supérieur de contrôle des importations, ainsi que pour l'augmentation des capacités de stockage des céréales.

Tarek Hafid - (Alger) - Le Soir - Sur le plan législatif, deux avant-projets de loi des secteurs de la Fonction publique et du travail étaient au menu de ce Conseil des ministres du dimanche 3 juillet 2022. Ainsi, l'avant-projet de loi amendant le statut général de la Fonction publique a été entériné lors de cette réunion. Un texte qui introduit un dispositif qui permettra d'accorder un congé spécial aux fonctionnaires désireux de créer une entreprise. Pour ce qui est du secteur du travail et de la sécurité sociale, le Président Tebboune a ordonné la révision de l'avant-projet amendant la loi sur l'exercice du droit syndical, afin d'introduire de nouvelles mesures. Cet enrichissement de ce texte vise à garantir «une définition plus claire et plus précise des modalités de constitution des syndicats, des conditions d'adhésion et des secteurs couverts par l'exercice du droit syndical ; à inclure dans ce projet de loi un chapitre sur la notion de grève dans le domaine du travail, et définir ses conditions et ses contrôles juridiques ; et à mettre fin à l'itinérance syndicale, et ne pas mêler pratique syndicale et pratique politique». Sur un autre plan, le chef de l'Etat a ordonné au Premier

ministre d'élaborer «un projet de loi portant création d'un Conseil supérieur de contrôle des importations», qui sera placé sous sa tutelle. Cette institution, aux missions protectionnistes, aura à déterminer les matières et produits étrangers qu'il sera possible d'importer. Autre décision du chef de l'Etat, l'augmentation des capacités de stockage des céréales à travers la production en Algérie de silos grains. «Étendre les capacités nationales de stockage de céréales, en particulier dans les wilayas à forte production, et interdire le

stockage dans des lieux non couverts, pour augmenter la réserve stratégique nationale de céréales», souligne le communiqué de la présidence. Notons, enfin, que le Conseil des ministres a approuvé «l'ouverture d'une école italienne en Algérie», décision soutenue par le Président Tebboune qui a ordonné «l'ouverture de centres culturels italiens, dans le but d'enseigner la langue italienne, dans les grandes villes de Annaba, Constantine, Oran, Ouargla et Béchar».

T. H.

PÉTROLE

Vers une hausse des prix «extrêmement élevée»

La conjoncture est de plus en plus intenable pour les grandes économies consommatrices de pétrole et de gaz, happées par une inflation comme elles n'en ont pas subi depuis plusieurs dizaines d'années en raison, entre autres, des prix de l'énergie. Le problème est que les perspectives n'annoncent pas d'amélioration, notamment pour le prix du pétrole.

«Les prix du pétrole brut devraient rester dans les trois chiffres.» Plus qu'une prévision, c'est quasiment une certitude qu'a émise Matt Smith, le responsable de l'analyse des questions du pétrole chez Kpler, un des leaders mondiaux dans la fourniture de data et de solutions se rapportant aux matières premières. La baisse enregistrée durant le mois de juin, la première depuis huit mois, ne durera pas selon le même analyste qui met les pertes endurées par le pétrole sur «la vente massive d'actions par des spéculateurs», des «kamikazes» ayant poussé leur goût du risque très loin sur ce coup. C'est pour cela que Matt Smith écarte toute possibilité de «pression à la baisse continue sur le pétrole». Le premier jour du nouveau mois sur le marché, vendredi dernier, lui a donné raison : les prix sont repartis à la hausse avec le baril de Brent bouclant à 111,63 dollars, soit 2,38% de plus

comparé à son prix de jeudi.

L'intervention de cette pointure parmi les analystes qu'est Matt Smith a été précédée, en fait, par d'autres perspectives établies par des institutions aussi crédibles que, par exemple, la banque Goldman Sachs dont le responsable de la recherche sur les matières premières, Jeff Currie, estime que le risque de hausse du pétrole brut et des produits raffinés «est extrêmement élevé en ce moment», dans une analyse déclamée sur le plateau d'une chaîne TV américaine spécialisée business et reprise par le site spécialisé Oil Price. Et à Jeff Currie de recommander : «la seule façon de résoudre ces problèmes est d'augmenter les investissements», a-t-il argumenté tout annonçant sa crainte que les prix atteignent 140 dollars le baril cet été, alors que les produits raffinés connaîtront des hausses encore plus importantes. De plus, a clamé l'analyste vedette de

Goldman Sachs, le pétrole pourrait être l'un des substituts du gaz naturel en Europe, qui se débat avec un approvisionnement russe considérablement réduit via le gazoduc Nord Stream.

Les signes de la hausse des prix du pétrole se renforcent, ainsi, à nouveau sur les marchés avec l'intensification des perturbations de l'offre face à une croissance de la demande mondiale de pétrole qui n'en finit pas de s'intensifier. En même temps, le marché se retrouve privé d'une grande partie de la production quotidienne de la National Oil Company libyenne, victime collatérale majeure des troubles que connaît le pays, l'obligeant à limiter la capacité d'exportation à seulement un tiers des exportations du pays. Une incidence qui s'ajoute aux problèmes d'alimentation du marché par l'Opep en raison de difficultés de production que connaissent plusieurs pays membres de l'organisation. Un autre soutien à la hausse des prix : les prévisions d'une baisse de la production de pétrole brut en provenance de Russie d'ici la fin de l'année. En définitive, comme le souligne Matt Smith, l'analyste du cabinet Kpler, la hausse des prix du pétrole, «c'est vraiment une histoire du côté de l'offre, et nous devrions rester au-dessus des trois chiffres».

Azedine Maktour

ALORS QUE CELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE

La loi sur l'exercice du droit syndical retoquée

LE PRÉSIDENT Tebboune a exigé une meilleure définition des modalités de constitution des syndicats, des conditions d'adhésion et des secteurs couverts par l'exercice du droit syndical.

■ **SMAIL ROUHA**

Le chef de l'État a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'étude et à la discussion des projets de loi relatifs à la liberté d'association et à l'exercice du droit syndical, à la Loi fondamentale générale pour la fonction publique, à la protection, au contrôle et au suivi du cours du commerce international et intérieur. À l'issue de la réunion, le président de la République

Abdelmadjid Tebboune a approuvé le contenu de la Loi fondamentale générale pour la fonction publique. Une loi instituant un congé pour permettre aux fonctionnaires de créer leur propre entreprise, notamment les jeunes qui aspirent à s'imposer dans la nouvelle dynamique économique fondée sur la diversité. Concernant le projet de loi relatif à la liberté d'association et à l'exercice du droit syndical, le chef de l'État a ordonné son enrichissement. Dans ce cadre, le chef de l'État a instruit le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à ce que le projet de loi soit en adéquation avec la pra-



tique syndicale à même de mettre fin aux différentes perturbations que connaît le pays dans ce domaine. Il a également exhorté le ministre à mieux définir les modalités de constitution des syndicats, des conditions d'adhésion et des secteurs couverts par l'exercice du droit syndical. Comme il a exigé de définir la notion de grève dans le secteur du travail et les conditions législatives. Par ailleurs, le président Tebboune a souligné la nécessité de mettre fin au « nomadisme syndical » et, surtout, de séparer

l'action syndicale du politique du fait que chaque activité est régie par sa propre législation. À propos de la protection, du contrôle et du suivi du cours du commerce international et national, le président Tebboune a souligné que la protection des richesses et des produits animaux menacés, ainsi que des plantes sauvages, s'inscrit dans une vision nationale globale. Aussi, a-t-il ordonné l'élaboration d'un projet de loi portant création d'un Conseil supérieur de contrôle des importations, sous la tutelle du Premier

ministre. Ce Conseil déterminera les matières, marchandises et produits destinés au marché national. À propos des projets de développement de la mine de barytine, le Président a ordonné l'extension de la carte d'exploration de la barytine aux wilayas de l'extrême sud du pays. Pour ce faire, des voies secondaires seront ouvertes aux camions de plus de 20 tonnes, transportant les produits de la mine de Ghar Djebilet vers le nord, afin de préserver la route goudronnée, en attendant l'achèvement de la voie ferrée. Sur un autre plan, le chef de l'État a approuvé la création d'une école italienne en Algérie ainsi que l'ouverture de centres culturels pour l'enseignement de la langue italienne, notamment à Annaba, Constantine, Oran, Ouargla et Bechar. Avant de conclure la réunion, le Président a donné des directives générales au gouvernement afin d'étendre les capacités de stockage des céréales au niveau national, en particulier dans les wilayas céréalières, et d'accélérer le renforcement des flottes aériennes et maritimes, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes vers les pays africains et européens. **S.R.**

الرئيس عبد المجيد تبون في افتتاحية "الجيش" لا تراجع عن الطابع الاجتماعي للدولة مهما كانت الظروف

تعهد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بـ"إحداث تغيير شامل يمكن من تحقيق نهضة حقيقية في شتى المجالات"، مجدداً "التزامه الشديد بالحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة"، كما أشاد بدور مؤسسة الجيش الوطني الشعبي في "المسعى الوطني الرامي لإعادة البلاد إلى سكتها الصحيحة ومنحها المكانة التي تستحقها...". وجدد أيضاً حرصه على مواصلة "مسار تطوير قدرات القوات المسلحة على كل الأصعدة".

استحداث مناصب شغل لشبابنا والتوجه للتصدير بعد تلبية احتياجات السوق الوطنية. وتوجه الرئيس إلى كافة مستخدمي القوات المسلحة، التي تسهر دون هوانة على حماية الوحدة الترابية والحدود المديدة ومكافحة الإرهاب والجريمة المنظمة.

عصرنة الجيش وتحسين التكوين العسكري

وجدد الرئيس تعهده بمواصلة مسار تطوير قدرات الجيش الوطني الشعبي على كل الأصعدة، من خلال تنفيذ برنامج تطوير قواتنا ورفع من قدراتها القتالية وجاهزيتها العملية، من أجل مواكبة المستجدات التكنولوجية المتسارعة.

كما تعهد الرئيس بمواصلة إيلاء أهمية قوية للتكوين في الجيش، بما يترتب عن ذلك تحسين مستمر للبرامج المعتمدة في مجال التكوين والبيداجوجيا، وكذا تكييف مختلف طرق التعليم في مختلف المدارس العسكرية لشواكب التطور في المجال التكنولوجي.

وقال الرئيس إن مؤسسة الجيش تحظى بمكانة مرموقة في وجدان الأمة، ولا يمكن أن تتزعزع بل تزداد متانة وصلابة.

وفي الذكرى الستين للاستقلال، أشاد الرئيس تبون بدور الجيش وجهوده المضنية لإرساء موجبات الاستقرار والأمن الوطنيين، كما تسعينات القرن الماضي، وأصفاً ذلك بأنه استكمال لحفظ أمانة الشهداء. وكتب الرئيس عن موعد 4 أوت، الذي رسمه كيوم وطني للجيش، إحياء لذكرى تحوير جيش التحرير الوطني في 4 أوت 1962.

وختم الرئيس افتتاحية الجيش بتأكيد قناعاته ويقينه "بأن الشعب الجزائري مثملاً يمكن بالأسس من دحر الاستعمار واستعادة السيادة الوطنية، قادر اليوم على مواجهة كل التحديات وتجسيد جزائر جديدة على أرض الواقع".

أ. ح.



مغلاف مجلة

بالحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة مهما كانت الظروف، تماشياً مع مبادئ ثورتنا وبيان أول نواحيها.

وتأتي الإجراءات التي اتخذت مؤخراً، ببرز تبون، ضمن هذا التوجه، سواء "تعلق الأمر بتحسين الوضع الاجتماعي للمواطنين، حيث استفاد في هذا الإطار أكثر من مليون شاب من منحة البطالة كحل ظرفي في انتظار فرص عمل تمكنهم من ولوج عالم الشغل، وهو ما سيأتي حتماً نتيجة للسياسة المتشجعة في مجال التنمية الاقتصادية".

ولدت الرئيس أيضاً إلى تحسين القدرة الشرائية للجزائريين من خلال رفع رواتب الموظفين في حدود ما تسمح به الإمكانيات المالية للدولة.

ونوه عبد المجيد تبون بالدور الفعال والريادي للجيش، في مجال إعطاء دفع للصناعات الوطنية عبر المساهمة بفعالية في المجهود الوطني لترقية وتطوير الاقتصاد، مهيباً بدورها أيضاً في المساهمة في المسعى الوطني الرامي لإعادة البلاد إلى سكتها الصحيحة، ومنحها المكانة التي تستحق تحت ظل جهود المخلصين من أبناء الوطن.

إطلاق الصناعة الوطنية
وأعلن الرئيس، في افتتاحيته، أن الدولة ستركز في المرحلة المقبلة على تعزيز النسيج الصناعي الوطني، وتطوير الصناعات العسكرية على نحو يمكن من

أحمد حمداني

● دعا رئيس الجمهورية، بمناسبة توقيعه افتتاحية مجلة الجيش لشهر جويلية الجاري، الشعب الجزائري لدلم الشمل ورسن المسفوف وتوحيد الجبهة الداخلية، فسد كسب معركة التجديد التي نخوضها لكسب الرهانات وتحقيق تطلعاتنا وشايتنا المنشودة في جزائر قوية، شامخة وأمنة مثلما أرادها شهداؤنا الأبرار.

« في هذه الذكرى المجيدة، ستينية استرجاع السيادة الوطنية، التي نستحضر فيها بطولات أسلافنا ونحبي تكري مقاوامات شعبنا وانتصاراته... ». جدد الرئيس تبون اهتمامه الشخصي بملف الذكرى الوطنية بأن أرحها ضمن الالتزامات الـ 54 التي تعهد بها أمام الشعب سنة 2019.

وقال عن الذكرى إنها مسألة تبقى من صميم انشغالات الدولة وبأنها "أبعد ما تكون عملاً ارتجالياً يمليه ظرف معين... بل هي واجب وطني مقدس"، مشدداً أن الدولة "قطعت في الفترة السابقة خطوات معتبرة في سياق الحفاظ على ذاكرتنا الوطنية في انتظار تجسيد خطوات أخرى".

يعد البناء المؤسسي... حان وقت البناء الاقتصادي

وتسير البلاد، حسب الرئيس تبون، منذ سنتين، في مسعى تقويمي شامل يقوم على خطوات متأنية ومدروسة بعناية، قصد إعادة المصدقية والثقة لمؤسسات الدولة، وكذا مواجهة التحديات على الصعيدين الاقتصادي والاجتماعي.

فقد استكملت بلادنا، يضيف تبون، بناءها المؤسسي للتفرغ للشأن الاقتصادي. ومن أجل ذلك، يضيف القائد الأعلى للقوات المسلحة، "تم إعمال إصلاحات ترمسي إلى إتمام الاقتصاد الوطني، من خلال تسريع تميثها وتسيير مساراتنا خارج المحروقات، ما ينعكس إيجاباً على الجانب الاجتماعي لمواطنينا". وذكر الرئيس، في هذه المناسبة، بالتزامه الشديد

تم استدعاء 4 منهم فقط لمهام أخرى إنهاء مهام أغلب المديرين الولائيين للحفاظ العقاري

● أنهت وزارة المالية مهام أغلب المديرين الولائيين للحفاظ العقاري، حيث تم الاستغناء عن خدماتهم، حسب آخر عدد من الجريدة الرسمية، الذي تضمن مرسوما تنفيذيا مؤرخا في 9 جوان 2022 قضى بإنهاء مهام هؤلاء المديرين الولائيين للحفاظ العقاري بعد إلغاء الهيكل الإداري الذي تم دمج مع إدارة وكالة مسح الأراضي في هيئة جديدة. وأشار ذات المرسوم إلى استدعاء 4 مديريين ولائيين فقط للحفاظ العقاري لمهام أخرى، ويتعلق الأمر بولايات تبسة، المسيلة، عين تموشنت وخرداية، بينما تم الاستغناء عن خدمات بقية المديرين في ولايات الشلف، أدرار، بشار، تلمسان، تيزي وزو، سطيف وسيدي بلعباس وغيرها. ع. دحماني

الرئيس تبون يترأس مجلس الوزراء ويأمر الحكومة 10 قرارات هامة...

■ التحضير لتأسيس مجلس أعلى لضبط الاستيراد ■ ضبط وتنظيم قانون الممارسة النقابية بما يقضي على التراكمات السلبية ■ تحديد مفهوم الإضراب في مجال العمل وتحديد شروطه وضوابطه القانونية ■ حماية الثروة والمنتجات الحيوانية والنباتية البرية ضمن رؤية وطنية شاملة ■ توسيع قدرات تخزين الحبوب لرفع الاحتياطي الاستراتيجي ■ زيادة وتيرة تسريع تعزيز الأسطولين الجوي والبحري ■ فتح مراكز ثقافية إيطالية بهدف تعليم اللغة الإيطالية عبر 5 ولايات



ترأس عبد المجيد تبون رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، أمس الأحد، اجتماعاً لمجلس الوزراء، تناول بالدراسة والمناقشة والمصادقة مشاريع قوانين، تتعلق بالحرية النقابية، وممارسة الحق النقابي، والقانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، وحماية ومراقبة وتتبع مسار التجارة الدولية والمحلية، بالإضافة إلى عرض حول مشاريع تطوير مناجم الباريث.

بعد الاستماع إلى عرض الوزير الأول حول النشاط الحكومي في الأسبوعين الأخيرين، أسدى رئيس الجمهورية توجيهاته وأوامره في مختلف القطاعات، كما يلي:

بخصوص مشروع القانون المتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية،

. ثن السيد الرئيس مضمون القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، كونه أقر، لأول مرة، تأسيس عطلة بهدف إنشاء مؤسسة، ما يسهل ولوج عالم المؤسساتية والمقاولاتية، خاصة بالنسبة للشباب الطموحين لفرض أنفسهم في الديناميكية الاقتصادية الجديدة المبنية على التنوع.

قطاع العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي،

. بخصوص مشروع القانون المتعلق بالحرية النقابية وممارسة الحق النقابي، أمر رئيس الجمهورية السيد وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي، بمواصلة إثراء هذا المشروع الهام، الهادف إلى تنظيم العمل النقابي، مع الأخذ بعين الاعتبار التوجيهات التالية:

. أن يكون مشروع هذا القانون ضابطاً ومنظماً للممارسة النقابية، ويقضي على التراكمات السلبية التي شهدها البلاد في هذا المجال.

. تحديد أوضاع وأدق لكيفيات إنشاء النقابات وشروط الانخراط فيها، والقطاعات التي يشملها ممارسة الحق النقابي.

. إدراج ضمن مشروع هذا القانون، باباً لمفهوم الإضراب في مجال العمل، وتحديد شروطه وضوابطه القانونية.

. وقف التجوال النقابي، وعدم المزج بين الممارسة

استكمال إنجاز خط السكة الحديدية. بخصوص اتفاق بين حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية وجمهورية إيطاليا، لفتح مدرسة إيطالية بالجزائر.

. وافق مجلس الوزراء على فتح مدرسة إيطالية بالجزائر.

. أمر السيد الرئيس بالسماح بفتح مراكز ثقافية إيطالية، بهدف تعليم اللغة الإيطالية، في المدن الكبرى، عنابة، قسنطينة، وهران، ورقلة وبيشار.

وقبل اختتام اجتماع مجلس الوزراء، أسدى السيد الرئيس توجيهات عامة للحكومة، تضمنت:

. توسيع قدرات تخزين الحبوب وطنياً، خاصة في الولايات ذات الإنتاج الواسع، ومنع التخزين في الأماكن غير المغطاة، للرفع من الاحتياطي الوطني الاستراتيجي من الحبوب.

. العمل على تعزيز إنتاج الحبوب محلياً، نظراً لتدورها في الأسواق الدولية حالياً.

. زيادة وتيرة تسريع تعزيز الأسطولين، الجوي والبحري للجزائر.

. فتح مزيد من الخطوط نحو دول إفريقية وأوروبية.

النقابية والسياسية، حيث لكل مجال إطاره القانوني الواضح.

حول حماية ومراقبة وتتبع مسار التجارة الدولية والمحلية،

. أكد السيد الرئيس أن حماية الثروة والمنتجات الحيوانية والنباتية البرية المهددة بالانقراض، تكون ضمن رؤية وطنية شاملة.

. أمر السيد الرئيس بالتحضير لمشروع قانون يؤسس لإنشاء مجلس أعلى لضبط الاستيراد، تحت وصاية الوزير الأول، تُسند له مهام تحديد المواد والسلع والمنتجات الموجهة للسوق الوطنية، تكون آلية عمله بطريقة تفاعلية تراعي زيادة أو نقصان المنتج الوطني.

حول مشاريع تطوير مناجم الباريث،

بعد عرض السيد وزير الطاقة والمناجم لمشاريع تطوير الباريث في الجزائر، أمر السيد الرئيس بـ

. توسيع خارطة استكشاف الباريث إلى ولايات أقصى الجنوب.


. شق مسالك ثانوية ومؤقتة للشاحنات ذات الحمولة الأكثر من 20 طناً، الناقلة لمنتجات منجم غار جبيلات نحو الشمال، حفاظاً على الطريق المعبد، في انتظار




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES.CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UCMFINANCESCHANNEL) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger